

Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement

Direction du Financement et des Achats

Service des achats

147 rue de l’Université

75338 PARIS CEDEX 07



**Formation initiale et mise à jour des compétences des télépilotes de drones pour une activité professionnelle selon la réglementation européenne**

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

(CCAP)

SOMMAIRE

[Article 1 : Objet du marché 3](#_Toc193296196)

[Article 2 : Allotissement 3](#_Toc193296197)

[Article 3 : Documents régissant le marché 3](#_Toc193296198)

[Article 4 : Forme du marché et exception d’exclusivité 3](#_Toc193296199)

[Article 5 : Durée et montants du marché 4](#_Toc193296200)

[Article 5.1 : Durée du marché 4](#_Toc193296201)

[Action 5.2 : Montants du marché 4](#_Toc193296202)

[Article 6 : Délais d’exécution 4](#_Toc193296203)

[Article 7 : Obligations du titulaire 4](#_Toc193296204)

[Article 7.1 : Conditions générales 4](#_Toc193296205)

[Article 7.2 : Langue 4](#_Toc193296206)

[Article 7.3 : Secret professionnel et obligation de discrétion 5](#_Toc193296207)

[Article 7.4 : Sécurité et transfert des données 5](#_Toc193296208)

[Article 8 : Engagements d’INRAE 5](#_Toc193296209)

[Article 9 : Responsabilité du titulaire sur les équipes 5](#_Toc193296210)

[Article 10 : Clause sociale – Action de formation sous statut scolaire au bénéfice de jeunes en situation de décrochage scolaire 6](#_Toc193296211)

[Article 10.1 : Conformément à son offre, le titulaire réalise une action en faveur d'un ou plusieurs jeunes en situation de décrochage scolaire 6](#_Toc193296212)

[Article 10.2 : Exécution de la clause sociale pendant la durée du marché et à l’issue du parcours 6](#_Toc193296213)

[Article 10.3 : Contrôle et évaluation de l’action de formation 7](#_Toc193296214)

[Article 11 : Dispositions en cas de sous-traitance déclarée en cours d’exécution du marché 7](#_Toc193296215)

[Article 12 : Prix 7](#_Toc193296216)

[Article 12.1 : Prix du marché 7](#_Toc193296217)

[Article 12.2 : Mise à jour du bordereau et révision des prix 8](#_Toc193296218)

[Article 15 : Bons de commande 8](#_Toc193296219)

[Article 16 : Vérification et validation des prestations 8](#_Toc193296220)

[Article 16.1 : Validation et acceptation des livrables 9](#_Toc193296221)

[Article 17 : Modalités de facturation et de paiement 9](#_Toc193296222)

[Article 17.1 : Présentation des factures 9](#_Toc193296223)

[Article 17.2 : Envoi des factures, ordonnateur et comptable assignataires 12](#_Toc193296224)

[Article 17.3 : Conditions de paiement 12](#_Toc193296225)

[Article 17.4 : Echéancier des paiements 12](#_Toc193296226)

[Article 17.5 : Paiement des sous-traitants et des cotraitants 12](#_Toc193296227)

[Article 17.5.1 : Paiement des sous-traitants 12](#_Toc193296228)

[Article 17.5.2 : Paiement des cotraitants 12](#_Toc193296229)

[Article 18 : Avance 13](#_Toc193296230)

[Article 19 : Pénalités 13](#_Toc193296231)

[Article 19.1 : Indisponibilité, retard ou mauvaise exécution du service 13](#_Toc193296232)

[Article 19.2 : Pénalités pour non-respect de la clause sociale 13](#_Toc193296233)

[Article 19.3 : Plafond des pénalités 14](#_Toc193296234)

[Article 20 : Propriété intellectuelle 14](#_Toc193296235)

[Article 20.1 : Dispositions générales relatives à l’utilisation des résultats 14](#_Toc193296236)

[Article 20.2 : Propriété matérielle 14](#_Toc193296237)

[Article 20.3 : Livrables réalisés au titre du marché 14](#_Toc193296238)

[Article 20.5 : Garantie de copyright des données, des programmes et des mentions d’origine 15](#_Toc193296239)

[Article 20.6 : Garantie des droits 15](#_Toc193296240)

[Article 21 : Conditions de résiliation 16](#_Toc193296241)

[Article 21.1 : Résiliation du fait du pouvoir adjudicateur 16](#_Toc193296242)

[Article 21.2 : Résiliation aux torts du titulaire 16](#_Toc193296243)

[Article 22 : Responsabilité et assurance 16](#_Toc193296244)

[Article 23 : Modifications du marché 17](#_Toc193296245)

[Article 23.1 : Évolution de la législation et marché similaire 17](#_Toc193296246)

[Article 23.2 : Clause de réexamen 17](#_Toc193296247)

[Article 23.3 : Modification du groupement titulaire en cas de défaillance du mandataire 17](#_Toc193296248)

[Article 24 : Mode de communication entre les parties et développement durable 17](#_Toc193296249)

[Article 25 : Loi applicable, différends et litiges 17](#_Toc193296250)

[Article 26 : Dérogations au CCAG-FCS 18](#_Toc193296251)

[Annexe 1 : Documents relatifs à la clause sociale – Action de formation sous statut scolaire au bénéfice de jeunes en situation de décrochage scolaire 19](#_Toc193296252)

[Annexe 1.1 : Fiche entreprise relative à la clause sociale de lutte contre le décrochage scolaire (cadre de réponse) 19](#_Toc193296253)

[Annexe 1.2 : Exemples de fiches entreprises complétées 19](#_Toc193296254)

[Annexe 1.3 : Bilan croisé 19](#_Toc193296255)

Article 1 : Objet du marché

Le marché a pour objet les formations suivantes :

a) Formation recyclage des compétences des télépilotes de drones à INRAE (en conformité avec la réglementation européenne) afin d’obtenir le CATS pour tous les agents ayant le certificat drone actuel (attestation d’aptitude aux fonctions de télépilote ou le CATT) qui sera obsolète en décembre 2025.

b) Formation initiale des compétences des télépilotes de drones à INRAE.

c) Formation à l’OPEN A1 et A2.

Ces 3 formations doivent répondre aux exigences de la réglementation européenne pour les télépilotes de drones professionnels et être certifiées « Europe »..

Le détail du besoin est décrit dans le cahier des clauses techniques particulières.

Article 2 : Allotissement

L’accord-cadre n’est pas alloti car son objet ne permet pas l’identification de prestations distinctes au sens de l’article L2113-10 du code de la commande publique.

Article 3 : Documents régissant le marché

L’accord-cadre est soumis aux dispositions du code de la commande publique.

Il est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante (par dérogation à l’article 4.1 du CCAG-FCS) :

1. L’Acte d’Engagement (Attri),
2. Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et son annexe 1 relative à la clause de lutte contre le décrochage scolaire,
3. Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP),
4. Le bordereau des prix unitaires du marché (BPU),
5. Les bons de commande comportant des spécifications particulières,
6. Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Fournitures Courantes et Services issu de l'arrêté du 30 mars 2021,
7. L’Offre technique du Titulaire comprenant notamment son mémoire technique et les profils types des formateurs.

Toute clause portée dans l’offre du Titulaire et contraire aux documents du dossier de consultation des entreprises est réputée non écrite.

Article 4 : Forme du marché et exception d’exclusivité

Le présent marché est passé après la mise en œuvre d’une procédure adaptée en application de l’article R2123-1 § 3°couvrant les marchés ayant pour objet des services spécifiques. Il aboutit à la passation d’un accord-cadre mono-attributaire exécuté par bons de commande relatif aux articles R.2162-1 à 6 et R.2162-13 à 14 du code de la commande publique. Toutes les prestations du marché feront l’objet de bons de commande au fur et à mesure de la survenance des besoins.

Les prestations du marché emportent une obligation de résultat. En cas de défaillance du titulaire ou d’incapacité à réaliser les prestations, l’exclusivité du titulaire tombe et les prestations concernées peuvent légitimement être commandées en dehors du présent marché, sans recours possible du titulaire. La défaillance du titulaire peut également entraîner la résiliation du marché pour faute tel que prévu à l’article 21 du présent CCAP.

Article 5 : Durée et montants du marché

Article 5.1 : Durée du marché

L’accord-cadre commence à s’exécuter à la date précisée par INRAE au moment de la notification du marché ou par défaut à la date de sa notification. Il prend fin à l’issue d’une durée d’un an ferme à compter du début d’exécution, reconductible trois fois pour des périodes d’un an.

Dans l’hypothèse où INRAE ne reconduirait pas le marché, il en informe le titulaire trois mois avant la date de fin de la période du marché en cours d’exécution.

Dans tous les cas, le titulaire reste engagé jusqu’à la fin de cette période.

Action 5.2 : Montants du marché

Le marché ne comporte pas de montant minimum. Le montant estimatif sur la durée maximale du marché est de 400 000 €HT. Le montant du marché sur sa durée ne saurait excéder 1 600 000 €HT.

Article 6 : Délais d’exécution

Toute notification de l’accord-cadre, d’un bon de commande ou de toute autre décision d’INRAE est effective à compter de la date de son accusé de réception et par à l’issue d’un délai de 5 jours calendaires à compter de son envoi.

Les délais d’exécution figurent dans le CCTP de l’accord-cadre, à défaut, dans l’offre du titulaire ou dans les bons de commande d’exécution.

Article 7 : Obligations du titulaire

Article 7.1 : Conditions générales

Le Titulaire est réputé connaître et maîtriser les techniques nécessaires à l’exécution des prestations objet du présent marché.

Le Titulaire s’engage à prendre les moyens nécessaires pour assurer la sécurité des biens et des personnes.

Le Titulaire est astreint, pour l’ensemble des prestations découlant de l’accord-cadre à une obligation de résultats sur les prestations attendues décrites dans le CCTP de l’accord-cadre et les bons de commande.

Dans tous les cas, le Titulaire s’engage, dans la réalisation de ses prestations, à mener les actions concourant au respect :

* De la qualité et de la complétude des prestations précisées dans son offre et les engagements annexés aux bons de commande ;
* Des délais convenus, tels que prévus au CCTP, ainsi que dans l’offre du titulaire et dans les bons de commande lorsque ces documents en comprennent.
* Des engagements financiers pris dans son offre et dans les devis annexés aux bons de commande.

Le Titulaire est astreint, pour l’ensemble des prestations découlant du marché, à une obligation de diligence, de conseil et de service.

Le Titulaire s’oblige à exécuter ses prestations dans le respect des règles de l’art.

Article 7.2 : Langue

Les correspondances, réunions et discussions relatives à l’exécution du marché se déroulent en langue française.

Le français sera également la langue d’exécution du marché. Les personnes qui dans le cadre de ce marché seront en contact avec INRAE devront avoir une parfaite maitrise de la langue française.

Dans l'hypothèse où le titulaire étranger produit un document d’exécution constituant, accompagnant ou émanant d'une administration de son pays d'origine, ce document devra être accompagné d'une traduction en langue française dont le titulaire est réputé attester de l'exactitude et de la conformité avec l'original.

Article 7.3 : Secret professionnel et obligation de discrétion

Le Titulaire est tenu, ainsi que l’ensemble de son personnel et, le cas échéant, de ses sous-traitants, cotraitants, fournisseurs, filiales et mandataires, au secret professionnel et à l’obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les données, études, programmes, décisions et autres informations, dont il aura connaissance au titre de l’exécution du marché, à l’exclusion de ceux de ces éléments tombés dans le domaine public.

Il s’interdit toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise de documents, sur quelque support que ce soit, à des tiers sans l’accord préalable exprès d’INRAE.

Le Titulaire ne peut se prévaloir de la référence « INRAE » à des fins commerciales pour présenter une offre de service à d’autres clients qu’avec l’autorisation écrite d’INRAE.

Article 7.4 : Sécurité et transfert des données

Les dispositions du règlement européen n°2016/679 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, en matière de transferts de données vers des pays n’appartenant pas à l’Union Européenne vise à éviter un contournement de la protection accordée dans ces pays par un transfert. Pour le cas où l’exécution du marché nécessite le transfert de données à caractère personnel, le Titulaire garantit pendant toute la durée du marché, que les lieux de stockage de ces données, à titre principal ou de sauvegarde et/ou de secours, sont physiquement installés dans des États reconnus par la Commission Européenne comme assurant un niveau adéquat ou équivalent de protection des données, dont la liste figure sur le site de la CNIL au lien suivant : <https://www.cnil.fr/fr/la-protection-des-donnees-dans-le-monde>.

A cet effet, le Titulaire doit communiquer à tout moment, sur sollicitation d’INRAE durant l’exécution du marché, la liste de tous les lieux de stockage (site d’hébergement principal, site(s) de secours, etc.) des données le cas échéant transférées. INRAE se réserve le droit de contrôler ou faire contrôler à ses frais la réalité des lieux de stockage. L’incapacité du Titulaire à fournir le lieu effectif de stockage des données à caractère personnel transférées est un cas de résiliation du marché pour faute du Titulaire.

L’ensemble des sous-traitants du Titulaire sont soumis aux mêmes obligations que ce dernier en matière de protection des données à caractère personnel et autres données confidentielles et protégées dans le cadre de l’exécution du présent marché.

Article 8 : Engagements d’INRAE

INRAE s’engage à fournir au Titulaire, pour la réalisation des prestations qui lui sont confiées, toutes les informations et données dont il dispose et qui sont nécessaires à la bonne exécution du marché dans le strict respect des conditions de confidentialité requises.

Article 9 : Responsabilité du titulaire sur les équipes

Le Titulaire s'engage à affecter des intervenants ayant une connaissance éprouvée du type de mission et technologies ou outils objet de l’accord-cadre. Le Titulaire assume seul l'entière responsabilité quant à la définition du profil et à la désignation des intervenants. Le personnel devra avoir le niveau de qualification requis et engagé par son offre.

Le Titulaire s'engage à mettre à disposition tous les profils nécessaires à l'exécution des prestations attendues au titre du marché.

Le Titulaire reste entièrement responsable des personnels qu’il affecte à l’exécution des prestations du marché.

Article 10 : Clause sociale – Action de formation sous statut scolaire au bénéfice de jeunes en situation de décrochage scolaire

Le titulaire qui se voit attribuer le marché s’engage à réaliser une action de formation d’un ou plusieurs jeunes en situation de décrochage scolaire pendant la durée d’exécution du marché.

Il s’agit de jeunes entre 16 et 25 ans, d’un niveau de qualification inférieur à celui mentionné à l'article L. 313-7 du code de l'éducation, tel que modifié par le décret n° 2010-1781 du 31 décembre 2010.

Cette action de remobilisation est suivie par la Mission de Lutte contre le Décrochage Scolaire (MLDS) du ministère chargé de l’Éducation nationale. En cas de réalisation en dehors du territoire national, cette action est mise en œuvre par tout dispositif équivalent, impliquant des personnels éducatifs engagés dans la lutte contre le décrochage scolaire.

Le volume horaire minimal exigé pour l’entièreté des marchés du groupement est de 450 heures, à réaliser pendant la période ferme du marché. Néanmoins, le titulaire peut dépasser le volume horaire s’il le souhaite.

Pour plus d’informations : <https://www.education.gouv.fr/la-clause-sociale-de-formation-sous-statut-scolaire-dans-les-marches-publics-41543>

Article 10.1 : Conformément à son offre, le titulaire réalise une action en faveur d'un ou plusieurs jeunes en situation de décrochage scolaire

Dans le cadre de la clause sociale, le jeune bénéficiaire du dispositif est sous statut scolaire. Une convention de stage tripartite est conclue entre l’entreprise, la MLDS (ou l’établissement scolaire de rattachement du jeune) et le jeune (ou son représentant légal).

Le titulaire du marché reçoit le jeune dans ses locaux, en immersion complète, et l’accompagne dans ses missions (le stage peut porter sur d’autres tâches et missions que celles objet du marché). Le jeune est accompagné par la MLDS du ministère chargé de l’Éducation nationale, qui désigne un tuteur pédagogique.

Le titulaire désigne un responsable des ressources humaines (RRH), qui est l’interlocuteur privilégié d’INRAE, ainsi qu’un référent au sein de l’entreprise. Le référent « entreprise » et le tuteur pédagogique sont en relation directe.

L’action mise en œuvre fait l’objet d’une validation, par écrit, sous la forme d’un « bilan croisé » réalisé par le référent « entreprise » et le tuteur pédagogique.

Au terme de son parcours, le jeune bénéficiaire du dispositif peut intégrer un parcours de formation diplômant (reprise de scolarité) ou accéder à l’emploi (insertion professionnelle).

Toutes les hypothèses de fin de parcours sont envisagées par la MLDS, à l’occasion d’un échange avec le titulaire. À tout moment, le titulaire peut dépasser les objectifs fixés par le marché.

Article 10.2 : Exécution de la clause sociale pendant la durée du marché et à l’issue du parcours

Le suivi de la clause sociale est réalisé par INRAE et la MLDS, qui s’assurent de la réalité de l’action mise en œuvre par le titulaire dans le cadre du calendrier scolaire.

Lors de la réunion de lancement du marché, le thème de la clause sociale est abordé (confirmation des contacts inscrits dans la « Fiche entreprise »).

Une réunion spécifique à la mise en œuvre de la clause sociale est organisée, sur proposition du titulaire ou d’INRAE, dès qu’un ou plusieurs profils de jeunes sont proposés par la MLDS. La présence du référent entreprise est obligatoire et celle du responsable des ressources humaines souhaitable. A cette occasion, la « fiche entreprise » annexée au CCAP – qui a une fonction de dialogue – peut être modifiée en fonction du ou des profils proposés par la MLDS. La nouvelle « fiche entreprise » finalisée est alors transmise à l’ensemble du groupement par le titulaire.

Le titulaire transmet également à INRAE la convention de stage tripartite signée.

A l’issue du parcours, le tuteur pédagogique et le référent « entreprise » réalisent un bilan croisé faisant état du résultat de la clause sociale et attestant de la bonne exécution de la clause sociale par le titulaire.

À la fin de l’action de rescolarisation, le titulaire du marché s’engage à étudier toutes les possibilités de formation ou d’embauche pérenne des personnes bénéficiaires de la clause sociale.

Article 10.3 : Contrôle et évaluation de l’action de formation

Tout au long de l’exécution des prestations du marché, le titulaire répond à toute demande d’INRAE ou de la MLDS relative à l’état d’avancement de la mise en œuvre de la clause sociale.

Pour rappel, le titulaire est tenu de transmettre en cours d’exécution au groupement :

* La « fiche entreprise » modifiée, le cas échéant ;
* La convention de stage tripartite ;
* L’attestation de présence du jeune bénéficiaire ;
* Le bilan croisé.

Toute transmission est réalisée dans les dix jours ouvrés suivant la demande par INRAE ou la MLDS.

Pendant et à l’issue du parcours, le titulaire s’engage à faciliter les contacts des partenaires de l’opération avec la personne bénéficiaire du dispositif de clause sociale, et à transmettre les documents nécessaires à l’évaluation du dispositif (*Cf. ci-avant*).

**S’il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement, le titulaire doit informer INRAE et la MLDS. Dans ce cas, INRAE et la MLDS étudient avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir à la réalisation des objectifs fixés ou prononcent l’abandon du dispositif.**

Article 11 : Dispositions en cas de sous-traitance déclarée en cours d’exécution du marché

Le Titulaire peut sous-traiter l’exécution des prestations de service du marché sous réserve du respect des dispositions de la loi du 31 décembre 1975 modifiée, relative à la sous-traitance.

Le Titulaire s’engage notamment à présenter à INRAE, les entreprises auxquelles il envisage de confier la réalisation de certaines parties du marché. Le représentant du pouvoir adjudicateur, le service des achats de la DIFA d’INRAE, en cas d’accord, devra accepter le sous-traitant et agréer les conditions de paiement qui lui sont faites par le Titulaire dans l’acte de sous-traitance. Le sous-traitant est payé directement par INRAE sur indications du Titulaire conformément aux dispositions de la loi du 31 décembre 1975 modifiée.

Le Titulaire transmet à INRAE, les actes de sous-traitance qui le lient à ses sous-traitants.

Le Titulaire demeure seul responsable de l’exécution et du bon déroulement des prestations objet du marché. En aucun cas, il ne peut éluder ou diminuer sa propre responsabilité, au titre du marché, en invoquant le rôle qu’aurait pu tenir ou la faute qu’aurait pu commettre l’un de ses sous-traitants, cotraitants, préposés, fournisseurs ou représentants dans les faits qui lui seraient opposés par INRAE.

Article 12 : Prix

Article 12.1 : Prix du marché

Les prix du marché sont définis par le bordereau des prix du marché. Ils sont réputés comprendre, outre les prestations dont ils sont l’objet, tous les frais annexes ainsi que toutes les réunions. Il ne pourra être demandé aucun supplément de rémunération à ce titre.

Dans le cadre de l’exécution de l’accord-cadre, le Titulaire peut faire bénéficier INRAE de prix inférieurs à ceux figurant au bordereau de prix en cours de validité. Le cas échéant, les prix inférieurs proposés sont précisés dans le devis annexé à la commande.

Article 12.2 : Mise à jour du bordereau et révision des prix

Par dérogation à l’article 10.1.1 du CCAG TIC, les prix de l’accord-cadre sont révisables annuellement à la date d’anniversaire de la notification de l’accord-cadre.

Lorsque le Titulaire ou INRAE souhaite réviser les prix de l’accord-cadre, il communique le BPU révisé au plus tard un mois avant la date anniversaire de l’accord-cadre. Ce BPU révisé doit être validé par INRAE pour être applicable aux commandes ultérieures.

La révision des prix se calcule sur demande expresse du titulaire ou d’INRAE et à la date de transmission prévue ci-dessus selon la formule suivante et dans la limite de 2% d’augmentation :

**P = 0,3Po + [0,7Po x (SYNTEC/SYNTECo)]**

dans laquelle,

P est le prix révisé arrondi au centième,

Po est le prix à la notification de l’accord-cadre,

SYNTEC est l’indice publié à la date de la demande de révision,

SYNTECo est l’indice du mois de notification du marché.

Article 15 : Bons de commande

L’exécution du marché se fait par l’émission par INRAE de bons de commande couvrant ses besoins au fur et à mesure de leur apparition. Le bon de commande émis pour chaque besoin exprimé par INRAE pendant l’exécution du marché et repose sur les prix du bordereau des prix du marché sauf application de prix inférieurs tel que le permet le présent CCAP.

* Les bons de commande comprennent notamment :
* Le numéro du bon de commande ;
* La date d’émission du bon de commande ;
* Le numéro du présent marché ;
* La désignation et l’adresse de l’émetteur du bon de commande ;
* Le nom et l’adresse du titulaire ;
* La désignation des prestations commandées ;
* Le cas échéant, le délai de réalisation des prestations commandées à compter de l’émission du bon de commande par INRAE ou à compter de la date de début d’exécution figurant dans le bon de commande ;
* Le prix des prestations ;
* Le cas échéant, les conditions et le lieu d’exécution des prestations ;
* Le cas échéant, les modalités spécifiques de vérification des prestations.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu’au dernier jour d’exécution du marché et s’exécuter plus tard quatre mois après le terme de celui-ci.

Les bons de commande sont notifiés au titulaire par courrier électronique. Par dérogation à l’article 3.7.2 du CCAG-FCS, le titulaire dispose de 5 jours ouvrés pour notifier ses éventuelles observations sur le bon de commande reçu. Passé ce délai, le bon de commande est réputé reçu sans observations.

Article 16 : Vérification et validation des prestations

Les opérations de vérification et validation sont conduites par INRAE. Les PV et la signature de ces derniers peuvent être transmis par mail ou autre solution dématérialisée. Le scan du PV signé est suffisant pour engager les parties. La saisie du « service fait » dans l’outil de gestion financière suffit à attester du service fait vis-à-vis du comptable et à déclencher le paiement du montant de prestations associées.

Article 16.1 : Validation et acceptation des livrables

INRAE met en œuvre des opérations de vérification des prestations telles que prévues au chapitre 5 du CCAG-FCS. Les opérations de vérification quantitatives et qualitatives simples conformes à l’article 27.1 du CCAG-FCS sont mises en œuvre pour la plupart des prestations, sauf exception précisée dans le bon de commande.

Par dérogation à l’article 28 du CCAG-FCS, le délai maximum de vérification simple des prestations est, sauf indication spécifique dans le bon de commande, de 10 jours ouvrés à compter de la réalisation de la prestation ou livraison du livrable.

Lors de l’émission de chaque bon de commande, INRAE décidera et informera le Titulaire de la nécessité ou non de procéder à des vérifications spécifiques plus complexes.

Dans ce cas, la durée de vérifications pourra déroger au présent article afin d’être spécifiquement adaptée à la prestation commandée. Les délais sont alors précisés dans le bon de commande ou ses annexes.

Avant la notification de l’écrit (par courriel ou par plateforme de téléchargement en ligne) par lequel le Titulaire avise INRAE que les prestations sont prêtes à être vérifiées, le Titulaire est tenu de procéder à ses opérations de vérification interne. Il doit s’assurer de la conformité des prestations fournies.

Par dérogation à l’article 27.3 du CCAG-FCS, les opérations de vérification pourront être mises en œuvre en l’absence du Titulaire. Les PV et autres formats de décisions prises par INRAE sont susceptibles de faire l’objet d’une dématérialisation.

L'acheteur prononce l'admission des prestations, sous réserve des vices cachés, si elles répondent aux stipulations du marché. Par dérogation à l’article 30 du CCAG-FCS, l'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission ou en l'absence de décision, dans un délai de 5 jours ouvrés à compter de la fin du délai de vérification applicable à la prestation.

Article 17 : Modalités de facturation et de paiement

Article 17.1 : Présentation des factures

Les factures seront établies selon les règles prévues par la comptabilité publique.

Conformément à la loi n°2014-1 du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et au décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, le Titulaire ainsi que, le cas échéant, ses cotraitants et ses sous-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l’Etat Chorus Pro.

L’accès au portail Chorus Pro se fait par l’adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

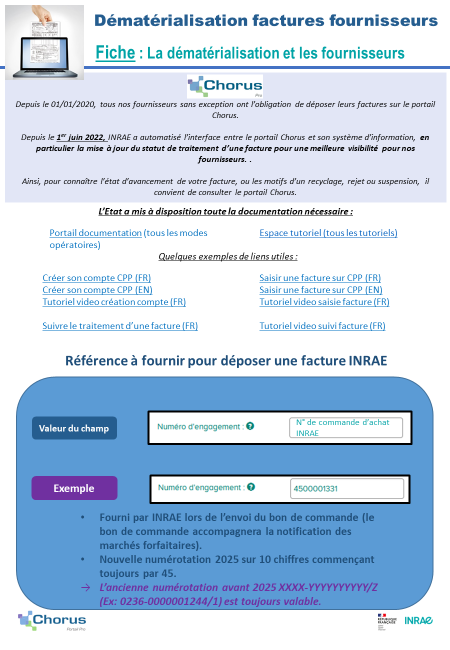
Les factures sont établies en un original selon les règles prévues par la comptabilité publique.

Elles comprendront outre les mentions légales, les renseignements suivants :

* Les nom et adresse du créancier ;
* Le numéro SIRET du service financier concerné ;
* Le numéro du marché ;
* Le numéro du ou des bons de commande, le cas échéant, précisé par ligne de facture ;
* Le numéro du compte bancaire ou postal tel qu’il est précisé au marché ;
* Les prestations exécutées et leur décomposition en unités d’œuvre ;
* Le montant hors taxes des prestations telles que figurant sur le bordereau des prix en vigueur à la commande ;
* Le taux et le montant de la TVA ;
* La date de facturation,

La facture peut comporter des pièces justificatives en cas de paiement d’acompte et de facturation partielle.

Conformément aux dispositions de l’article 4.1 du décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, l’utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission. Le titulaire respecte les conditions de facturation suivantes :





Le paiement sera effectué au compte bancaire indiqué par le Titulaire dans le cadre de sa réponse au présent marché.

Article 17.2 : Envoi des factures, ordonnateur et comptable assignataires

Les factures sont libellées à l’adresse du Service Budgétaire, Financier et Comptable correspondant à la commande. Les coordonnées du service sont indiquées sur le bon de commande.

L’ordonnateur chargé d’émettre le titre de paiement est indiqué sur le bon de commande.

Le comptable assignataire de la dépense est l’Agent Comptable indiqué sur le bon de commande.

Article 17.3 : Conditions de paiement

Le paiement des prestations se fait à terme échu sur présentation d’une facture par le Titulaire.

La facturation des prestations à prix forfaitaires peut se faire de manière trimestrielle, semestrielle ou annuelle et/ou peut être calculée au prix prorata temporis des prestations.

La facturation des autres prestations se fait après service fait ou selon l’échéancier prévu à l’article suivant.

Le paiement du Titulaire sera diminué le cas échéant du montant des pénalités prévues au présent document.

Le financement s'effectue sur le budget d’INRAE.

Le paiement des prestations peut faire l’objet d’une réfaction, conformément à l’article 30.3 du CCAG-FCS.

En application des dispositions du titre IV de la loi n° 2013-100 du 28 janvier 2013, le retard de paiement fait courir, de plein droit, des intérêts moratoires et donne droit au paiement d’une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement. Les modalités de calcul des intérêts et de l’indemnité sont fixées par le décret n°2013-269 du 29 mars 2013.

Article 17.4 : Echéancier des paiements

Si INRAE a indiqué dans le bon de commande des délais de vérification spécifiques, le paiement se fera selon l’échéancier éventuellement associé au devis et au bon de commande concerné.

Pour toutes les prestations à bons de commandes non-forfaitaires et qui sont d’une durée d’exécution supérieure à 3 mois (1 mois pour les PME), le paiement d’un acompte trimestriel (mensuel pour les PME), sur remise d’un procès-verbal d’avancement des travaux validé par INRAE, peut être demandé par le Titulaire en application de l’article R.2191-22 du code de la commande publique.

Article 17.5 : Paiement des sous-traitants et des cotraitants

Article 17.5.1 : Paiement des sous-traitants

Les prestations exécutées par les sous-traitants, dont les conditions de paiement ont été agréées par le service achat d’INRAE, sont payées dans les conditions financières prévues par le Code de la commande publique ou par un acte spécial.

À ce titre, le sous-traitant dispose d’un droit à paiement direct dès lors que le montant de la prestation est supérieur à 600 € TTC. Le Titulaire veille, à déclarer et faire agréer le ou les sous-traitants retenus pendant toute ou partie de la durée du marché.

Article 17.5.2 : Paiement des cotraitants

En cas de titulaire groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.

En cas de titulaire groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, géré par le mandataire du groupement. Si le marché prévoit une répartition, le paiement est effectué sur le compte propre à chaque membre du groupement, par dérogation à l'article 12.1 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l’article 12.1 du CCAG-FCS, les co-traitants peuvent présenter les demandes de paiement correspondant aux prestations qu’ils ont effectué. Ils peuvent également transmettre leurs propres réclamations.

Article 18 : Avance

Par application de l’option B de l’article 11.1 du CCAG-FCS, le régime des avances applicable au marché est celui des accords-cadres exécutés à bons de commande visés aux articles R2191-16 à 19 du code de la commande publique. L’avance accordée au Titulaire est de 5 % (10% lorsque le Titulaire est une PME) du montant du bon de commande si la durée prévue pour son exécution est supérieure à deux mois et son montant supérieur à 50 000 €HT.

Dans le cas d’une commande de prestation dont la durée d’exécution est supérieure à 12 mois, l'avance est égale à 5 % (10% pour une PME) d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par la durée prévue pour l'exécution de celui-ci exprimée en mois. Le remboursement de l’avance, effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au Titulaire, commence lorsque le montant des prestations exécutées au titre du marché atteint ou dépasse 65 % du montant du bon de commande. Le remboursement doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %.

Article 19 : Pénalités

INRAE se réserve le droit d’appliquer les pénalités prévues par le présent article qui déroge à l’article 14 du CCAG-FCS.

Article 19.1 : Indisponibilité, retard ou mauvaise exécution du service

INRAE se réserve la possibilité d’appliquer des pénalités en cas d’indisponibilité, de retard ou mauvaise exécution des prestations telles que prévues par le CCTP du marché, l’offre du titulaire ou le détail du bon de commande, du devis associé ou de ses annexes.

Le Titulaire peut se voir appliquer les pénalités suivantes :

* 1000 € par jour ouvré de formation ou prestation associée non-tenu par le titulaire ;
* 500 € par jour ouvré en cas de remplacement non-anticipé d’intervenant ou de formateur ;
* 500 € par jour ouvré de retard dans la remise d’un livrable ;
* 100 € par heure ouvrée de retard dans l’exécution des prestations sachant que toute heure entamée est dûe,
* une pénalités pour tout autre défaut / mauvaise exécution des prestations est dûe à hauteur de :

P = VxR/100

dans laquelle P= montant de la pénalité, V= valeur de la prestation impactée, R= heure ou jour ouvré de retard en fonction du délai de réalisation de la prestation concernée.

Les pénalités listées ci-avant peuvent être cumulatives.

Article 19.2 : Pénalités pour non-respect de la clause sociale

Le titulaire encourt sans mise en demeure préalable dans le cadre de l’application de la clause sociale prévue dans le présent cahier des clauses administratives particulières, les pénalités suivantes :

Une pénalité relative au nombre d’heures prévues par le marché et non réalisées :

**P = H x 5€**

P : montant de la pénalité,

H : nombre d’heures non réalisées

100 € si l’interlocuteur désigné par le titulaire dans la « fiche entreprise (cadre de réponse) » pour appliquer la clause sociale est absent lors de la réunion spécifique à la mise en œuvre de la clause sociale ;

50 € par jour ouvré de retard en cas de non transmission des justificatifs, attestations ou bilans demandés par l’acheteur ou la MLDS dans le cadre de l’évaluation du dispositif social mis en œuvre par le titulaire.

Article 19.3 : Plafond des pénalités

Le montant des pénalités appliquées est plafonné à 30 % du montant estimatif du marché.

Article 20 : Propriété intellectuelle

Le chapitre 7 du CCAG-FCS est appliqué pour le présent marché et notamment son article 37.2.1 prévoyant une cession non-exclusive de la propriété des résultats.

Article 20.1 : Dispositions générales relatives à l’utilisation des résultats

INRAE peut librement utiliser les résultats, même partiels, des prestations dans les limites fixées au présent article. Il peut communiquer à des tiers les résultats des prestations nées du marché, notamment les livrables, documents et renseignements de toute nature provenant de l’exécution du marché.

Le Titulaire est tenu de communiquer à INRAE, les connaissances acquises dans l’exécution du marché. Cette transmission conditionne la validation et la réception des prestations. INRAE s’engage à considérer les méthodes et le savoir-faire du Titulaire comme confidentiels, sauf lorsque ces méthodes et savoir-faire sont compris dans l’objet du marché. Les titres protégeant les inventions nées, mises au point ou utilisées à l’occasion de l’exécution du marché ne peuvent être opposés à INRAE pour limiter l’utilisation des résultats des prestations.

Le Titulaire fait son affaire d’obtenir des auteurs, des cessionnaires des droits patrimoniaux, des éditeurs de logiciels standards et spécifiques, toutes les licences permettant la parfaite exécution des prestations prévues au marché.

Article 20.2 : Propriété matérielle

Le transfert de propriété des matériels livrés au titre de ce marché est effectif à la date de mise en ordre de marche des matériels et éventuelles prestations associées.

Article 20.3 : Livrables réalisés au titre du marché

INRAE peut utiliser librement les résultats des prestations, les livrables réalisés pour ses besoins spécifiques éventuels, la documentation associée aux prestations ainsi que les supports de formation, que ces besoins lui soient propres ou qu’ils soient ceux inhérents à ses partenaires présents ou futurs.

Le Titulaire cède à INRAE, à titre exclusif, définitif et irrévocable, la pleine et entière propriété de tous les droits définis ci-après, attachés aux livrables et à la documentation qui s’y attache, ainsi qu'aux éventuels développements spécifiques sous forme de codes sources et codes exécutables, et à toute documentation s’y rapportant, réalisés, développés, exploités au titre du marché. INRAE a notamment le droit de réaliser, de développer ou de faire développer à l’issue du marché, d’autres applications spécifiques et toutes autres prestations à partir des livrables, analyses, logiciels et développements spécifiques produits dans le cadre de ce marché pour ses besoins propres.

Le Titulaire cède notamment à INRAE, pour toute la durée des droits concernés et pour la France, les droits suivants sur les livrables, les développements spécifiques, les études et la documentations s’y rattachant :

* Le droit de reproduction par tous procédés et sur tous supports connus et inconnus à ce jour ;
* Le droit de diffusion auprès de tout utilisateur, par tous procédés et sur tous supports connus ou inconnus à ce jour ;
* Le droit de mise à disposition, onéreuse ou gratuite, totale ou partielle, des résultats des prestations par INRAE à tout utilisateur ;
* Le droit de correction ou de modification ;
* Le droit de maintenance et de suivi ;
* Le droit de traduction en toutes langues et tous langages ;
* Le droit d’adaptation sur tous supports connus ou inconnus à ce jour, et à tous environnements et tous équipements ;
* Le droit d’interfaçage ou d’intégration de tout ou partie des programmes composants les logiciels et applications spécifiques avec tout autre logiciel ou progiciel ou application, au bénéfice d’INRAE, ou de tout utilisateur par elle désigné.

Les prix du bordereau des prix comprennent la cession de ces droits qui ne pourront faire l’objet d’une rémunération complémentaire.

Article 20.5 : Garantie de copyright des données, des programmes et des mentions d’origine

Les données transmises par INRAE dans le cadre de l’exécution du présent marché demeurent leur propriété exclusive.

Le Titulaire garantit qu’il prend toute mesure utile pour préserver la propriété d’INRAE et de ses ayants droits sur les données qui lui sont transmises dans le cadre de l’exécution du présent marché. Il s’interdit de les utiliser, de les transmettre à des tiers, de les modifier, de les dupliquer ou de les conserver, au-delà et en dehors des prestations prévues au marché. Il ne peut ni les reproduire, ni les représenter, ni les diffuser à titre gratuit ou onéreux à des tiers sur quelque support connu ou inconnu que ce soit, en dehors des prestations entrant dans l’objet du présent marché.

Le Titulaire s’engage à restituer à INRAE toutes les données, dossiers d’analyse, traitement de données, programmes, vidéogrammes, contenus sonores et/ou visuels, documents graphiques, films, enregistrements, fichiers, bases de données et tous autres documents sur quelque support connu ou inconnu à ce jour que ce soit, fournis par INRAE et utilisés pour l’exécution du marché.

Article 20.6 : Garantie des droits

Le Titulaire garantit INRAE contre toutes les revendications des tiers relatives à la propriété intellectuelle et industrielle des matériels, des logiciels, applications, documentations et méthodes fournis le cas échéant au titre du marché.

Si INRAE est saisi de revendications de tiers, ou est victime d’un trouble dans la jouissance des prestations entrant dans l’objet du présent marché, le Titulaire - sans préjudice des sanctions encourues - doit prendre immédiatement les mesures propres à les faire cesser.

Le Titulaire du marché garantit qu’il s’engage à son choix, (i) à modifier ou à remplacer les éléments objets du litige, de manière qu’ils cessent de tomber sous le coup de la réclamation, tout en restant conformes aux spécifications du marché, (ii) à faire en sorte que le pouvoir adjudicateur puisse utiliser les éléments en litige sans limitation ni frais supplémentaires, ou, (iii) dans le cas où l’une de ces solutions ne peut être raisonnablement mise en œuvre, à rembourser au pouvoir adjudicateur les sommes payées au titre des éléments objet du litige et à l’indemniser du préjudice subi.

Dans ces hypothèses, le Titulaire du marché prend à sa charge tous dommages et intérêts auxquels le pouvoir adjudicateur, en l’absence de faute qui lui serait directement imputable, serait condamné à raison d’un acte de contrefaçon, concurrence déloyale ou parasitisme du fait de l’exploitation des résultats et des connaissances antérieures du Titulaire du marché.

INRAE, s’il fait l’objet d’une assignation fondée sur un droit de propriété intellectuelle ou industrielle portant sur un des éléments des prestations, s’engage pour sa part à :

Aviser le Titulaire, dans un délai maximum de 8 jours, de l’assignation qu’il aurait reçue ;

L’appeler en cause en qualité de garant et à souffrir qu’il soulève les moyens utiles à sa défense, sans que cette procédure puisse être alléguée par le Titulaire pour des délais supplémentaires d’exécution, ou des demandes de paiement supplémentaire ;

Accepter qu’il négocie, si bon lui semble, le désistement du demandeur, étant précisé qu’il n’en résultera aucune dépense supplémentaire à la charge d’INRAE, ni délai supplémentaire d’exécution des prestations.

Article 21 : Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation applicables au présent marché seront celles des articles 47 à 54 du CCAG-TIC.

Article 21.1 : Résiliation du fait du pouvoir adjudicateur

INRAE pourra, pour quelque raison que ce soit, résilier le marché, avant son échéance, dans les conditions prévues au chapitre 7 du CCAG-FCS.

Dans ce cas, le représentant du pouvoir adjudicateur doit en avertir le Titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception postale ou dispositif électronique équivalent mentionnant la date d’effet de la résiliation.

Le Titulaire est tenu à l’ensemble des obligations contractuelles jusqu’à la date d’effet de la résiliation mentionnée dans la lettre.

Article 21.2 : Résiliation aux torts du titulaire

Le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché aux torts du Titulaire dans les conditions fixées à l’article 50 du CCAG-TIC.

Par ailleurs la résiliation aux torts du Titulaire sera également prononcée, sans mise en demeure préalable par dérogation à l’article 41 du CCAG-FCS, notamment lorsque celui-ci ne respecte pas les dispositions du présent document relatives à la sécurité des données hébergées, ou, se trouve dans l’incapacité de fournir, sous 4 heures ouvrées suivant la demande du pouvoir adjudicateur, le lieu effectif où se situent les données le cas échéant transférées. Cette résiliation s’effectue sans préjudice des autres actions, notamment pénales, qui seraient engagées dans ce cas à l’encontre du Titulaire.

De même, le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché aux torts du Titulaire pour mauvaise exécution des prestations, après mise en demeure préalable, si l’application répétée des pénalités prévues dans le présent document n’apporte pas d’amélioration significative.

Article 22 : Responsabilité et assurance

Les dommages ou dégradations survenus aux lieux occupés et à leurs dépendances sont à la charge du Titulaire sauf pour celui-ci à apporter les éléments de nature à l’exonérer de sa responsabilité.

INRAE est dégagé de toute responsabilité pour toute disparition ou détérioration de matériel, de mobilier ou de marchandise, situés dans les espaces mis à disposition au titre du présent marché dans le cadre de réunions de travail, ainsi que tout accident survenu au personnel employé par le Titulaire.

Ce dernier prendra toute disposition qu’il jugera nécessaire en matière de sécurité et de vol.

Si le Titulaire manque à ses obligations, INRAE sera en droit d’obtenir en cas de faute du Titulaire et dans les limites ci-après, la réparation de son préjudice.

L’indemnité totale due par le Titulaire à INRAE en réparation de son préjudice ne pourra dépasser le montant du marché notifié cumulé au montant des bons de commandes exécutés et des avenants éventuels.

Les limites ci-dessus ne s’appliquent pas aux dommages corporels, ni aux dommages aux biens matériels (mobiliers ou immobiliers), dont le Titulaire sera responsable dans les conditions du droit commun, ni aux actions en contrefaçon.

Le Titulaire ne sera en aucun cas responsable des dommages indirects causés à INRAE. A cet effet, Il est convenu que toute action dirigée contre INRAE par un tiers, à l’exception des actions en contrefaçon et des dommages corporels ou aux biens matériels mobiliers ou immobiliers, constituent des dommages indirects et, par conséquent, n’ouvrent pas droit à réparation.

Dans un délai de 15 jours à compter de la notification du présent marché, le Titulaire doit justifier qu’il est assuré, en responsabilité civile et professionnelle, souscrite auprès d’organismes notoirement solvables et agréés par l’État garantissant sa responsabilité à l’égard des tiers et d’INRAE en cas d’accident ou de dommage causé durant l’exécution des prestations. Cette assurance doit couvrir la totalité de la période d’exécution du marché. Si la durée du marché est supérieure à la période couverte par l’assurance, le Titulaire veillera à transmettre à INRAE une nouvelle attestation.

Article 23 : Modifications du marché

Article 23.1 : Évolution de la législation et marché similaire

Par dérogation aux articles 5.2 (Protection des données à caractère personnel), 6 (protection de la main d’œuvre) 7 (Protection de l’environnement) du CCAG-FCS, toute évolution législative en cours d’exécution du marché s’applique de plein droit au marché.

Par ailleurs, le présent marché est susceptible de faire l’objet d’un marché négocié ayant pour objet des prestations similaires. Le montant de ce marché similaire est couvert par le montant maximum du présent marché.

Article 23.2 : Clause de réexamen

Une modification conjointe du marché pourra, le cas échéant, être apportée en application de l’article   
R.2194-1 du code de la commande publique :

* Pour le cas où cette législation entraîne des prestations indispensables supplémentaires.
* Pour le cas où une disposition de la dite nouvelle législation prévoit expressément le contraire.

Il est possible d'introduire dans le BPU du marché de nouvelles prestations, soit en substitution, soit en complément de celles initialement attendues dans le cas où ces dernières n’auraient pas été prévues dans les prestations à bon de commande, notamment afin de prendre en compte les évolutions pédagogiques ou réglementaires applicables au secteur économique correspondant à l’objet du marché. Le cas échéant, ces modifications se feront sans qu’un avenant ne soit nécessaire.

Article 23.3 : Modification du groupement titulaire en cas de défaillance du mandataire

Par dérogation à l’article 3.5 du CCAG-FCS, dans le cas particulier où le mandataire du groupement ne se conforme pas à ses obligations, INRAE le met en demeure d’y satisfaire. Si cette mise en demeure reste sans effet, le groupement invite les prestataires groupés à désigner, dans un délai de 15 jours, un autre mandataire parmi eux. Cette substitution fait l’objet d’un avenant précisant notamment la nouvelle organisation du groupement ainsi que la nouvelle répartition des prestations et de la rémunération afférente.

Article 24 : Mode de communication entre les parties et développement durable

Par dérogation à l’article 3.8 du CCAG-FCS, le mode opératoire de communication entre les parties au marché ne se fait pas par ordre de service.

Les communications entre le Titulaire et INRAE faisant courir un délai se feront par courrier électronique (courriel) avec demande d’accusé réception ou par le biais d’une plateforme permettant la dématérialisation des échanges.

Pour tout autre type de communication, les parties en choisissent librement le mode en privilégiant dans la mesure du possible le mode favorisant le respect de l’environnement, à savoir le mode électronique.

De même, le Titulaire astreindra ses personnels, pour toute réunion physique ayant lieu dans le cadre de la mission, à se déplacer, dans la mesure du possible, au moyen des transports en commun ou tout autre mode de transport à faible impact environnemental. Dans la mesure du possible la visioconférence sera privilégiée.

Article 25 : Loi applicable, différends et litiges

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.

Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Les parties s’efforcent de résoudre à l’amiable les contestations qui pourraient surgir de l’interprétation ou de l’exécution du présent marché.

En cas de différend né à l’occasion de l’exécution du présent marché, le tribunal administratif de Paris est seul compétent.

Article 26 : Dérogations au CCAG-FCS

Le présent marché déroge aux articles du CCAG-TIC suivants :

|  |
| --- |
| Dérogations au CCAG-TIC |
| Article 3.2 concernant le point de départ des délais contractuels exprimés en heures ; |
| Article 3.7 concernant les observations sur bon de commande ; |
| Article 3.8 concernant le mode de communication des parties ; |
| Article 4.1 concernant l’ordre des pièces contractuelles ; |
| Articles 5.2, 6 et 7 concernant l’application d’une nouvelle législation ; |
| Article 10 concernant la forme des prix, l’arrondi de la révision, le prix de règlement applicable et le prix initial |
| Article 11.5 sur la périodicité de facturation des prestations continues |
| Article 12 concernant le paiement des cotraitants, leur facturation et leurs réclamations |
| Article 13.2.4 concernant la date de fin des prestations en fin de validité du marché |
| Article 13.3 concernant la prolongation des délais d’exécution |
| Article 14 concernant les pénalités ; |
| Articles 16 et 20 concernant le caractère obligatoire des pénalités |
| Article 30 concernant la présence obligatoire du titulaire lors des vérifications |
| Article 30 concernant le délai de remise des prestations mises au point |
| Article 41 concernant la résiliation pour faute du titulaire |
| Article 45.3 concernant la transmission du marché de substitution au titulaire défaillant |
| Article 46 concernant le recours à un comité consultatif de règlement à l’amiable |

Annexe 1 : Documents relatifs à la clause sociale – Action de formation sous statut scolaire au bénéfice de jeunes en situation de décrochage scolaire

Annexe 1.1 : Fiche entreprise relative à la clause sociale de lutte contre le décrochage scolaire (cadre de réponse)

L’annexe 1.1 est située dans le dossier de consultation aux entreprises, elle est nommée :

CCAP\_Annexe 1-Fiche entreprise\_Clause-sociale\_Cadre de réponse

Annexe 1.2 : Exemples de fiches entreprises complétées

A toutes fins utiles, vous trouverez en annexe une aide avec des fiches entreprises déjà complétées, CCAP \_Annexe 1.2-Exemples de fiche entreprise\_Clause-sociale

Annexe 1.3 : Bilan croisé

A la fin d’issue de la période le tuteur pédagogique et le référent « entreprise » réalisent un bilan croisé faisant état du résultat de la clause sociale et attestant de la bonne exécution de la clause sociale par le titulaire. Le cadre à remplir est situé en annexe. Il est nommé :

CCAP\_Annexe 1.3-Bilan croisé